

Socialisme Une nouvelle « Déclaration de principes », qui remplace celle de 1990, a été élaborée dans le consensus

Le PS s'affirme « réformiste » dans une « économie de marché régulée »

SUIVE DE LA PREMIÈRE PAGE

« Parti décentralisateur », le PS est partisan d'une « économie de marché régulée par la puissance publique ainsi que par les partenaires sociaux ». Il insiste sur la « qualité de l'emploi », qui suppose « une rémunération juste ainsi qu'une promotion professionnelle et sociale ». Cette déclaration de principes emprunte aux sociaux-démocrates allemands le concept de « d'Etat social », ce qui a conduit à évoquer, mais avec d'innombrables précautions, la réforme de l'Etat-providence.

La formule utilisée n'aurait pas été récusée par Jacques Delors : « La régulation (...) est un des rôles majeurs de l'Etat pour concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale ». Le texte établit l'obligation « de garantir pour tous la sécurité des personnes et des biens sans laquelle il n'y a pas de liberté réelle ». La démocratie participative chère à Ségolène Royal est évoquée parmi les moyens qui permettent de promouvoir « la délibération et la décision collectives ».

Dans la lignée des travaux de leurs « forums de la rénovation », les socialistes refusent de considérer « la nation comme une juxtaposition de communautés ». Ils la définissent « comme un contrat entre citoyens libres et responsables » non sans

préciser l'obligation de veiller « à ce que chacun accomplisse aussi ses devoirs vis-à-vis de la collectivité ».

Abstention de Jean-Luc Mélenchon

Assez peu disert sur la mondialisation, le document revendique par ailleurs « un ordre international juste et respecté ». L'article 17, affirmant que « le Parti socialiste est un parti européen » qui « revendique le choix historique de l'Union européenne », est le seul à ne pas avoir fait l'unanimité au sein de la commission puisque Jean-Luc Mélenchon, qui représente une partie de la gauche du PS, s'est abstenu. L'histoire se répète : en 1990, c'est déjà la question européenne qui avait été à l'origine du seul vote contre, de la part du courant de Jean-Pierre Chevènement.

Sur un plan plus doctrinal, le projet de déclaration ne fait plus mention des « rapports de classes » et, pour la première fois, s'abstient désormais de toute allusion au terme de « révolution ».

Le PS se définit « ancré dans le monde du travail » et affirme sa volonté « d'exprimer l'intérêt général du peuple français ». Il confirme sa nature « réformiste » tout en se voulant porteur « d'un projet de transformation sociale radicale ». Mais, conscient que « celle-ci ne se décrète pas », il est prêt à « changer la vie par la loi et le contrat ». Der-



nière précision qui a son importance, le PS entend rassembler non pas toutes les forces de la gauche mais « toutes les cultures de la gauche ». Une formulation habile qui suggère qu'un élargissement de sa stratégie d'alliances ne serait pas impie.

Enfin, les rédacteurs de ce texte glissent, dans le 21^e et dernier article, que le PS « ne se résigne pas aux divisions de l'histoire ». A travers cette redéfinition en 21 points de l'identité d'un parti qui ne fait plus mystère de son ambition d'incarner toute la gauche, certains socialistes pince-sans-rire voient une réplique aux 21 conditions posées au congrès de Tours par les communistes, lors de la scission de 1920. ■

JEAN-MICHEL NORMAND

Lire page 17, « Document » : l'intégralité de la « Déclaration »

Les ruptures du Labour et du SPD

Le Labour au Royaume-Uni.

Tony Blair fut l'acteur de la transformation du Parti travailliste. C'est lui qui, un an après son arrivée à la tête du Labour en 1994, revient sur son texte fondateur, la « Clause IV ». Ecrite en 1918, cette déclaration donnait pour objectif au parti de « garantir aux travailleurs manuels ou intellectuels tout le fruit de leur labeur grâce à la propriété collective des moyens de production et (...) au contrôle par le peuple de tous les secteurs de l'industrie et des services ». Revu par l'équipe Blair, le texte est méconnaissable. Le Labour y est présenté comme un « parti socialiste démocratique », dont le premier objectif est de créer « une économie dynamique, au service de l'intérêt général, dans laquelle le marché et la vigueur de la concurrence s'allient aux forces associatives et coopératives (...) pour produire la richesse dont le pays a besoin ».

Il s'agit du plus grand agglomération que le parti ait connu, qui consacre la naissance du New Labour : Tony Blair étouffe l'aile gauche du parti et surtout les syndicats, considérés comme un frein à son programme.

La question syndicale est au cœur des divisions du Labour. Ce sont eux qui créent le parti en 1900 pour défendre leurs intérêts au Parlement. Les désaccords apparaissent après les mandats de Clement Attlee (1945-1951), qui nationalise le charbon, le gaz, l'électricité et l'acier.

Un groupe de sociaux-démocrates, dont fait partie le leader Hugh Gaitskell, demande l'abolition de la Clause IV et l'arrêt des nationalisations. Mais l'échec de ce courant aux élections de 1959, puis de 1970, redonne de la vigueur à l'aile gauche, soutenue par les syndicats. Ceux-ci financent alors le Labour à 90 %. Ils possèdent les cinq sixièmes des votes à la conférence annuelle du parti, et 18 places sur 29 au comité exécutif. L'aile droite fait scission en 1981, tandis qu'en 1983, le chef travailliste Michael Foot mène une campagne très à gauche face à Margaret Thatcher. Le Labour n'emporte que 27,6 % des suffrages. Un travailliste qualifie le manifeste de M. Foot de « plus longue lettre de suicide de l'histoire ».

C'est la fin d'une époque. Les deux leaders suivants, Neil Kinnock et John Smith, préparent le terrain à Tony Blair en affaiblissant les syndicats via une réforme du mode de scrutin interne. M. Blair n'a plus beaucoup d'obstacles à franchir pour engager le Labour dans la « troisième voie ». Le 1^{er} mai 1997, les travaillistes reviennent au pouvoir après dix-huit années d'opposition.

CHRISTINE GARIN

Le SPD en Allemagne.

De sa création en 1875 jusqu'au fameux congrès de Bad Godesberg en 1959, les premiers programmes du Parti social-démocrate allemand (SPD) se distinguent par leur conflit entre une théorie révolutionnaire d'inspiration marxiste et une pratique politique favorable à une démocratie sociale. La déclaration de principe d'Erfurt, adoptée en 1891 en pleine révolution industrielle, illustre cet antagonisme. Le texte reprend dans sa partie théorique une stricte argumentation marxiste mais réclame concrètement des réformes sociales démocratiques, alors que Bismarck fait adopter des lois sociales pour couper l'herbe sous le pied à un SPD qu'il combat. Afin de donner à la classe ouvrière les moyens de combattre le système capitaliste, le SPD exige un droit de vote universel, la liberté d'expression, l'égalité entre les sexes, l'école gratuite et la suppression de la peine de mort.

En 1921, dans les affres de l'après-guerre et du traité de Versailles, un nouveau programme adopté à Göttingen démontre la volonté du parti d'ouvrir de ne plus s'adresser exclusivement à la classe ouvrière. Pour prendre ses distances à l'égard du Parti communiste allemand (KPD) en 1918, le SPD revendique aussi le système démocratique de la République de Weimar. L'ouverture à un nouvel électoralat est relativisée, après l'hyperinflation de 1923 : la déclaration de principe de Heidelberg en 1925 remet à l'honneur les valeurs marxistes.

Après 1945, le SPD s'en écarte définitivement lors de l'adoption de son programme de Bad Godesberg en 1959 et se profile désormais comme un grand parti de masse. Il tire les conséquences de la majorité absolue remportée en 1957 par les chrétiens-démocrates de Konrad Adenauer. Au cœur du nouveau programme, l'Etat de droit, l'économie sociale de marché et le libre développement de l'homme.

En décembre 1989, le programme dit de Berlin est adopté juste après la chute du Mur. Le texte reflète les discussions sur le renouvellement social et écologique de la société industrielle. Les sociaux-démocrates prônent l'égalité des sexes, la réduction du temps de travail et le pacifisme.

En octobre 2007, les partisans de l'ex-chancelier Schröder échouent à donner un élan réformateur à leur nouveau programme. Sa nouvelle version renforce le profil social du SPD et s'éloigne de la politique de réformes de l'agenda 2010. ■

CÉCILE CALLA (À BERLIN)
ET CLARA GEORGES

De la « lutte des classes » au « rassemblement »

C'EST la cinquième fois, en un peu plus d'un siècle, que les socialistes se livrent à l'exercice. 1905, 1946, 1969, 1990, 2008 : chacun de ces millésimes raconte un moment particulier de l'histoire du PS et rappelle un contexte. « Les circonstances ont, à chaque fois, fortement influencé ces déclarations de principes », écrit l'historien Alain Bergounioux, secrétaire national du PS aux études, dans une brochure consacrée à l'analyse de ces textes (*L'Encyclopédie du socialisme*, Bruno Leprince, 2004). Elles ont toutes été rédigées pour répondre à une question politique précise.

Unification, en 1905, des multiples « courants » socialistes ; recherche d'un « compromis » sur fond de concurrence avec les communistes et mouvement vers un « socialisme humaniste » après la Libération, en 1946 ; « unité » de la gauche non communiste en 1969, deux ans avant le congrès d'Épinay de 1971 et la négociation d'un « programme commun de gouvernement » avec les communistes ; enfin, transformation du « parti révolutionnaire » en « parti de transformation sociale », en 1990, au terme de neuf années d'exercice total ou partiel du pouvoir. Retour sur un siècle de principes.

1905. « (...) Le Parti socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste, et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat (...) »

Des sept articles de la première déclaration seul le premier est consacré à définir le nouveau « parti de lutte des classes et de révolution ». Les autres, note Alain Ber-

gounioux, sont centrés sur la discipline et l'organisation interne. On établit un code de bonne conduite des parlementaires face aux « fractions politiques bourgeoises », on fixe les règles du contrôle des militants et de la presse du parti. Cette rigidité traduit l'apreté des polémiques entre les différents courants socialistes et dessine, selon M. Bergounioux, « un parti militant et centralisé ».

1946. « (...) Le Parti socialiste est un parti essentiellement révolutionnaire : il a pour but de réaliser la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange deviendront la propriété de la collectivité et où, par conséquent, les classes seront abolies (...) »

Après la Libération, la rédaction d'une nouvelle déclaration est confiée à Léon Blum, qui tente une synthèse entre fidélité au marxisme et idéalisme. Sa copie est refusée au congrès d'août 1945. Blum doit se résigner à conserver le terme de « lutte de classes » qu'il a tenté d'effacer. Subsiste, en revanche, son idée d'un parti « essentiellement démocratique », garantissant les « droits de la personne humaine » et la « liberté de la cité ».

1969. « (...) Parce qu'ils sont des démocrates conséquents, les socialistes estiment qu'il ne peut exister de démocratie réelle dans la société capitaliste. C'est en ce sens que le Parti socialiste est révolutionnaire. Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé (...) »

Trois ans avant le congrès d'Épinay qui fixera la ligne « d'unité de la gauche », les inflexions sont significatives même si des

phrases entières sont reprises de la déclaration de 1946. On n'écrit plus « lutte des classes » mais « émancipation des travailleurs » ; on évoque désormais « la socialisation progressive » des moyens de production. Le but final est certes toujours « non d'aménager un système mais de lui en substituer un autre », mais un an après mai 1968, des thèmes nouveaux apparaissent : responsabilité et démocratie sociale dans l'entreprise, rapport des « travailleurs » à la culture et à « l'accélération du progrès technique », lutte contre les discriminations – limitée au chapitre international.

1990. « Parti de rassemblement, [le PS] met le réformisme au service des espérances révolutionnaires. (...) La faillite des sociétés bureaucratiques ne lui fait pas oublier que le capitalisme développe les inégalités. (...) »

Au lendemain de la chute du mur de Berlin, deux ans après le début du second septennat de François Mitterrand, la rupture est nette. Les « espérances révolutionnaires » sont certes toujours vivantes mais le PS, pour la première fois, se dit « favorable à une société d'économie mixte » reconnaissant « les règles du marché ». Outre son ouverture franchement européenne, cette avant-dernière mouture des « principes » socialistes – avalisée lors du calamiteux congrès de Rennes de mars 1990 – fait aussi écho aux nombreux débats de société qui ont traversé les années 1980 : laïcité, indépendance de la création culturelle, droit des femmes et des immigrés. ■

L'espace Topper, mon espace coups de cœur

STEINER, DUVIVIER, BUROV, JEAN ROCHE COLLINS & HAYES, STRESSLESS®, SWISS CONFORT... canapés, fauteuils, fauteuils de relaxation, chaises, litnes, suaves... des offres exceptionnelles sur six niveaux d'exposition

ESPACE TOPPER, 63 rue de la Convention Paris 15^e, 01 45 77 90 40, M^o Boucicaut, parking gratuit. Ouvert tous les jours (le dimanche de 14h à 19h). www.topper.fr

ESPAGNE Un attentat attribué à l'ETA Une bombe a explosé dans la nuit de samedi 19 à dimanche 20 avril à Elgoibar (nord de l'Espagne), près d'un siège du Parti socialiste espagnol (PSOE). Elle n'a pas fait de victime. C'est le second attentat en trois jours visant le PSOE au Pays basque après celui, jeudi, visant un local du parti à Bilbao. Le 7, un ancien conseiller municipal socialiste avait été assassiné par l'ETA. L'organisation indépendantiste basque armée avait averti que le PSOE serait visé après l'échec du processus de paix engagé en 2006 par le chef du gouver-

nement, José Luis Rodriguez Zapatero. - (AFP.)

GRÈCE Agriculteurs contre grévistes Des propriétaires de plantations de fraises se sont heurtés, samedi 19 avril, à un groupe de travailleurs saisonniers en grève, essentiellement étrangers, soutenus par des syndicalistes, dans un village du Péloponnèse (sud de la Grèce). Trois personnes ont été blessées. Ces travailleurs précaires, payés 23 euros par jour, s'étaient mis en grève pour obtenir que leur salaire soit porté à 30 euros. - (AFP.)

En direct du Monde sur France Info

du lundi au vendredi à 22 h 47

la rédaction du Monde décrypte l'actualité

Le Monde

info

La nouvelle déclaration de principes du Parti socialiste

C'est la cinquième fois, depuis 1905, que le PS redéfinit ses bases idéologiques. Ce document, qui fera l'objet d'un vote lors de la convention nationale du 14 juin, a été élaboré par une commission ad hoc où toutes les sensibilités étaient représentées

Préambule

Le Parti socialiste plonge ses racines dans la tradition de l'humanisme et dans la philosophie des Lumières. Il fait siennes les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité, proclamées par la Révolution française. Il est né de la rencontre entre une pensée critique, riche et diverse, et l'action du mouvement ouvrier qui, pendant deux siècles, ont porté une contestation de l'organisation sociale façonnée par le capitalisme et ont défendu le projet d'une société solidaire dont tous les membres jouissent des mêmes libertés et des mêmes droits. Il revendique le souvenir de la Commune, l'héritage de la République et de son œuvre démocratique, des grandes conquêtes sociales du Front populaire, de la Libération, de mai 1981 et des gouvernements de gauche qui se sont succédés. Il participe des grands combats politiques et intellectuels pour la liberté de l'homme, de l'Affaire Dreyfus à l'abolition de la peine de mort.

Ces ambitions sont plus que jamais d'actualité. Pour les socialistes, l'être humain est un être doué de raison, libre, un être social qui grandit de sa relation aux autres, ouvert à toutes les potentialités. C'est pour cela que les conditions dans lesquelles il vit sont essentielles. Bâtir un monde nouveau et meilleur, obéissant à la dignité de l'homme et assurant la sauvegarde de la planète, est la tâche première des socialistes, celle qui motive un engagement renouvelé pour le progrès au fil des générations, par-delà les moyens mis en œuvre, qui, eux, se formulent différemment dans le temps selon les enjeux et les problèmes.

Le socialisme démocratique veut être une explication du monde, une pédagogie de l'action, un avenir pour l'humanité. Sa nature est « d'aller à l'idéal et de comprendre le réel », d'inventer le futur et de travailler dans le présent, d'assumer les tensions et les contradictions qui en résultent et font la vie humaine.

1 - Nos finalités fondamentales

Art. 1

Etre socialiste, c'est ne pas se satisfaire du monde tel qu'il est. L'idée socialiste relève, à la fois, d'une révolte contre les injustices et de l'espérance pour une vie meilleure. Le but de l'action socialiste est l'émancipation complète de la personne humaine et la sauvegarde de la planète.

Art. 2

L'égalité est au cœur de notre idéal. Cette quête n'a de sens que par et pour les libertés. Egalité et liberté sont indissociables. Aux injustices et aux violences du monde, l'idée socialiste oppose un engagement pour une humanité libre, juste, solidaire et respectueuse de la nature. Elle porte un message universel, dès lors qu'il s'agit de défendre les droits fondamentaux de chacun et de tous. Pour les socialistes, ces objectifs ne peuvent être atteints à partir du fonctionnement spontané de l'économie et de la société. La redistribution permanente des ressources et des richesses est nécessaire pour donner une réalité à l'égalité des droits, offrir à chacun les chances de conduire sa vie, et réduire les écarts de conditions.

Art. 3

Le développement durable doit permettre de répondre aux besoins du pré-

sent, sans compromettre l'avenir des générations nouvelles. Les finalités du socialisme démocratique, l'émancipation humaine, portent pleinement la volonté de préserver notre planète aujourd'hui menacée, de protéger et de renouveler les ressources naturelles, de promouvoir la qualité de l'environnement. Cette nécessité demande des réponses qui ne privilégient pas la rentabilité immédiate, concilient les intérêts particuliers et l'intérêt général, le développement et l'écosystème. Conscients de l'étroite interaction des activités humaines et des écosystèmes, les socialistes inscrivent la prise en compte de la planète au même rang de leurs finalités fondamentales que la promotion du progrès des sociétés humaines et la satisfaction équitable de leurs besoins.

Art. 4

Le progrès, synonyme d'amélioration de la vie humaine, est une valeur fondamentale pour les socialistes. Ils pensent que l'exercice de la raison doit être accessible à tous, acceptable par

« Bâtir un monde nouveau et meilleur, obéissant à la dignité de l'homme et assurant la sauvegarde de la planète, est la tâche première des socialistes »

tous, applicable à tout. Ils promeuvent la connaissance, l'éducation, la recherche, la culture. Ils veulent mettre les avancées scientifiques et technologiques au service des hommes et de la planète. L'expansion technologique, le développement des nano et biotechnologies, l'ingénierie génétique posent des questions essentielles pour l'avenir de l'humanité. Le mérite du principe de précaution est de permettre de faire des choix collectifs, à travers l'arbitrage des choix politiques, qui subordonnent l'acceptabilité des risques, inséparables du développement de la science, à l'utilité des innovations et à la légitimité de leur utilisation. Le progrès économique et social ne peut plus être apprécié à l'aune de la seule croissance de la production marchande, mais doit l'être à l'aide des indicateurs reflétant la qualité effective des conditions d'existence et de travail des individus.

Art. 5

La démocratie représente, à la fois, une fin et un moyen. Elle incarne une valeur et un combat universels. Elle conditionne la nature même de l'action socialiste. Elle ne se résume pas à une méthode. Etre socialiste, c'est penser que les hommes et les femmes décidés à agir ensemble peuvent influencer sur l'évolution de leur vie, de leur société et du monde. Notre socialisme est une conception et une pratique de la citoyenneté dans tous les domaines et sous toutes ses formes. Démocratie politique et démocratie sociale, démocratie représentative et démocratie participative forment un tout pour permettre la délibération et la décision collectives.

II - Nos objectifs pour le XXI^e siècle

Art. 6

Les socialistes portent une critique historique du capitalisme, créateur d'inégalités, porteur d'irrationalité, facteur de crises, qui demeure d'actualité à l'âge d'une mondialisation dominée par le capitalisme financier.

Les socialistes sont partisans d'une économie sociale et écologique de marché, une économie de marché régulée par la puissance publique, ainsi que par les partenaires sociaux. Le système voulu par les socialistes est une économie mixte, combinant un secteur privé dyna-

mique, des services publics de qualité, un tiers secteur d'économie sociale.

Les socialistes affirment que certains domaines de l'activité ne peuvent relever du fonctionnement du marché quand ils concernent des droits essentiels. Les socialistes font de la création durable et de la redistribution des richesses un enjeu majeur de l'action politique. Ils pensent que les politiques participant aux enjeux environnementaux doivent être coordonnées par la puissance publique, garante du long terme et de l'intérêt général.

Art. 7

Les socialistes défendent un modèle de développement durable qui conjugue la croissance, l'innovation technologique, l'impératif écologique, la création d'emplois, la protection sociale. Les socialistes se préoccupent non seulement de la quantité des richesses produites et de leur distribution, mais aussi de la manière de les produire et du contenu de la production.

C'est une société nouvelle, qui dépasse les contradictions du capitalisme, faisant toute sa place au secteur non-marchand, que les socialistes veulent bâtir. Le travail humain est un enjeu fondamental, c'est un moyen individuel et collectif d'insertion, de reconnaissance, d'émancipation. Les socialistes refusent une société duale où certains tireraient leurs revenus de l'emploi et d'autres seraient enfermés dans l'assistance. La qualité de l'emploi est un objectif fondamental qui suppose une rémunération juste, des droits garantis et respectés, un accès à la formation tout au long de la vie favorisant la promotion professionnelle et sociale. Le travail doit aller de pair avec un mode de vie qui donne du temps libre, l'accès à la culture et au sport, offrant à chacun de construire sa vie et la possibilité de participer à la vie publique.

Art. 8

Une tâche tout aussi importante est de réactualiser ce qui est l'apport propre du socialisme démocratique dans le siècle dernier, l'Etat social, qui permet aux réponses collectives de satisfaire les besoins individuels dans leur diversité. Celui-ci privilégie d'abord l'investissement productif au détriment de la rente. Il assure ensuite une protection contre les risques sociaux. Il repose sur une redistribution assumée. Il doit garantir, pour tous, la sécurité des personnes et des biens, sans laquelle il n'y a pas de liberté réelle. La régulation est également un des rôles majeurs de l'Etat pour concilier l'économie de marché, la démocratie et la cohésion sociale. Enfin, l'Etat moderne doit être un Etat qui investit et émancipe en privilégiant l'éducation, la recherche, l'innovation, la culture.

Art. 9

Lutter pour la paix, la sécurité collective et le codéveloppement correspond à la vocation internationaliste des socialistes. C'est notre horizon pour le siècle qui commence. Le combat pour une communauté internationale pacifique est indissociable de la défense des droits de l'homme. Il demande également de reconnaître les intérêts propres des Etats et des peuples, de travailler à dégager les intérêts communs pour construire un monde équilibré, juste et sûr. Il exige aussi un double effort pour conforter et réformer les institutions internationales. Nous avons besoin pour ce faire du renforcement des Nations unies et du poids de l'Union européenne et de sa détermination.

Art. 10

La volonté des socialistes est de contribuer à faire de la France un pays ouvert,

respecté dans le monde, œuvrant pour la paix, les droits de l'homme et le développement durable. La France est, de par son histoire, à la fois singulière et universaliste, elle doit être fidèle à ce double héritage. Elle doit respecter tous ceux qui vivent sur son territoire en combattant toutes les discriminations.

III - Notre Parti socialiste

Art. 11

Le Parti socialiste est un parti républicain. Il œuvre pour le progrès social. Il s'organise au service de l'engagement citoyen. Il fait siennes les valeurs de la République, la liberté, l'égalité, la fraternité. Il combat pour la séparation des pouvoirs, garantie d'un régime de responsabilité politique. Il défend le pluralisme et l'indépendance de l'information dans les médias. Il ne considère pas la nation comme une juxtaposition de communautés, mais comme un contrat entre citoyens libres et responsables, respectueux des droits de toutes celles et de tous ceux qui vivent sur son territoire, attentif à ce que chacun accomplisse aussi ses devoirs vis-à-vis de la collectivité.

Art. 12

Le Parti socialiste est un parti laïque. Il défend la séparation des Eglises et de l'Etat. Il veille au respect de la liberté de conscience. La laïcité est plus qu'un principe de tolérance, elle est un combat contre tous les fondamentalismes et tous les intégrismes. Elle entend promouvoir et organiser un espace commun, prenant en compte les diversités culturelles et religieuses, dès lors qu'elles ne sont pas un obstacle pour la liberté de chacun et de tous. La laïcité est une condition de notre vivre ensemble.

Art. 13

Le Parti socialiste est un parti réformiste. Il porte un projet de transformation sociale radicale. Il sait que celle-ci ne se décrète pas, qu'elle résulte d'une volonté collective forte assumée dans le temps, prenant en compte l'idéal, les réalités et l'histoire. Le Parti socialiste veut contribuer à changer la vie avec la société et par la société, par la loi et le contrat. Il ne considère jamais les rapports de force d'un moment comme figés ou indépassables. Il entend lutter contre tous les déterminismes sociaux, source d'injustices et d'inégalités.

Art. 14

Le Parti socialiste est un parti décentralisateur. Il met le respect de la diversité, des territoires, au cœur de ses valeurs. Il veut allier la présence d'un Etat régulateur et garant de l'équilibre - y compris financier - entre les territoires à une démocratie locale vivante et innovante.

Art. 15

Le Parti socialiste est attaché aux grands principes de la Justice. Celle-ci est une valeur et une institution. Elle est garante de la réalité des droits de chacun. Elle doit être accessible et égale pour tous. Elle a pour vocation non seulement de sanctionner, mais aussi d'aider à la réhabilitation et à la réinsertion dans la société.

Art. 16

Le Parti socialiste met la culture au centre de ses valeurs. Celle-ci permet, à

la fois, de rassembler et de libérer. Face au danger d'une civilisation par trop uniformisée et marchandisée, la culture, avec l'apport irremplaçable des artistes, contribue à construire un monde fondé sur la diversité, le dialogue, l'ouverture. L'accès à la culture pour tous et la démocratisation des pratiques culturelles sont notre objectif.

Art. 17

Le Parti socialiste est un parti européen qui agit dans l'Union européenne, qu'il a non seulement voulue, mais, en partie, conçue et fondée. Il revendique le choix historique de l'Union européenne et de la construction d'une Europe politique. Pour les socialistes, celle-ci doit avoir pour mission, par ses politiques communes, d'assurer la paix sur le continent et d'y contribuer dans le monde, de favoriser une croissance forte et durable et le progrès social, de promouvoir la créativité et la diversité culturelle, d'aider à relever les défis planétaires par l'exemple d'association qu'elle offre. Membre du Parti socialiste européen, le Parti socialiste entend tout mettre en œuvre pour le renforcer afin que soit porté un message socialiste en Europe.

Art. 18

Le Parti socialiste est un parti internationaliste. Il condamne toutes les oppressions et exploitations dont sont victimes les hommes et les peuples, quelles qu'en soient les origines et les causes. Il agit pour le développement des pays du Sud. Il combat la xénophobie, le racisme et l'antisémitisme sous toutes leurs formes. Il milite pour un ordre international juste et respecté, pour une coopération entre les peuples. Il défend le rôle de l'ONU et des institutions internationales. Il souhaite que l'Internationale socialiste, de forum international pour les partis et les forces progressistes qu'elle tend à être aujourd'hui, devienne un véritable mouvement progressiste et internationaliste.

Art. 19

« Notre socialisme est une conception et une pratique de la citoyenneté dans tous les domaines et sous toutes ses formes »

Le Parti socialiste est un parti populaire ancré dans le monde du travail. Il est le produit des combats politiques et des luttes sociales menés tout au long des XIX^e et XX^e siècles. Il entend exprimer l'intérêt général du peuple français.

Art. 20

Le Parti socialiste est un parti démocratique. Il fait de la parité entre les hommes et les femmes un principe. Il respecte chacun de ses adhérents. Il organise un débat politique transparent et ouvert. Il veille à la diversification des responsabilités partisanes et électives à tous les niveaux. Il prend en compte, dans un dialogue permanent, les forces et les mouvements de la société civile, en particulier les syndicats, les associations, les organisations non gouvernementales... Le Parti socialiste est un parti qui défend une éthique politique dans l'engagement militant. Il repose sur une adhésion volontaire qui demande que les décisions, les textes et les règles, délibérés et adoptés en commun, soient respectés.

Art. 21

Le Parti socialiste veut rassembler toutes les cultures de la gauche. Il ne se résigne pas aux divisions de l'histoire. Organisant en son sein depuis toujours un libre débat, il appelle tous les hommes et toutes les femmes qui partagent ses valeurs à rejoindre ce combat. ■